

## ***La naissance du RPF vu par la presse hongroise***

**Ákos FERWAGNER**  
**Université de Szeged**  
**Hongrie**

Les années qui suivaient la deuxième guerre mondiale n'appartiennent pas aux périodes les plus fructueuses de la coopération franco-hongroise. La cause de cela est extrêmement triviale : appartenant à deux camps ennemis, ni la Hongrie, ni la France ne pouvait se soustraire au courant décisif de la politique du monde, ce qui voulait dire que dans les cadres de la guerre froide se formait et s'empoisonnait de plus en plus au cours de l'année 1947, la coopération des deux pays était tout à fait impossible. Bien que les relations aient été en recul important, elles ne se sont pas disparues même aux années les plus « glaciales » de la guerre froide. Aussi le montre-t-il bien qu'en Hongrie l'intérêt au pays de la révolution subsistait constamment, les journaux ont rendu compte régulièrement des événements de France dans une assez grande extension, certes, plusieurs fois à la voix de la critique impitoyable. Notre but est de présenter le jugement de la presse de Hongrie sur le parti d'opposition gaulliste ce qui représente bien le caractère et la qualité des relations des deux pays dans les années d'après la guerre. Nous représentons aussi très brièvement les directions principales de la politique extérieure hongroise qui est suivi par le résumé de l'histoire du RPF. Enfin vient l'écho du gaullisme dans la presse hongroise par lequel nous voudrions contribuer aux recherches des relations franco-hongroises.

### ***Relations franco-hongroises après la deuxième guerre mondiale***

La Hongrie, après la fin de la deuxième guerre mondiale, était dans le domaine des affaires étrangères dans une situation extrêmement difficile, elle était totalement isolée, les grandes puissances vainqueurs l'ont traitée d'un battu de guerre. Elle n'a réussi à sortir de cet isolement que peu à peu. C'était l'Union Soviétique qui a déclaré la première fois la reconnaissance sans condition du Gouvernement National Provisoire le 25 septembre 1945,<sup>1</sup> puis, après les élections de novembre, les États-Unis ont pris les mêmes mesures et

---

<sup>1</sup> Balogh, Sándor: *A népi demokratikus Magyarország külpolitikája 1945-1947. A fegyverszünetről a békeszerződésig.* (Les affaires étrangères de la Hongrie démocratique populaire 1945-1947. De l'armistice au traité de paix.) Kossuth, Budapest, 1982. p. 63.

la Grande-Bretagne a agi aussi en conformité avec cela.<sup>2</sup> A cette époque-là, la France n'était pas au premier plan de l'intérêt de la politique extérieure hongroise, parce qu'à la conférence des Ministres des affaires étrangères des grandes puissances alliées à Moscou (16-18 décembre 1945) il a été décidé que les Français ne soient pas intéressés à l'élaboration du projet du traité de paix hongrois.<sup>3</sup> Dans les programmes de politique extérieure des partis hongrois, l'extension des relations très importantes avec les Français ne peut être guère découverte. Les communistes et les social-démocrates se sont tournés vers l'Union Soviétique<sup>4</sup>, parmi les grands partis seulement les petits propriétaires ont jugé la France digne d'être prise dans leur conception de politique extérieure. La déclaration de programme préparée et présentée le 19 août 1945 par le secrétaire général Ferenc Nagy a pris prétexte du fait qu'aux intérêts du peuple hongrois ne répondait qu'une politique extérieure qui assurait l'indépendance du pays, le maintien de son caractère national, son libre développement culturel et économique et la paix stable. En faveur de cela « il nous faut finir pour toujours de l'orientation allemande et il nous faut se tourner franchement et sans réserve vers les démocraties... il faut assurer la coopération pacifique et amicale avec l'Union Soviétique, l'Angleterre, les États-Unis et la France. »<sup>5</sup>

On ne peut guère découvrir des relations entre les deux pays en 1945, à vrai dire ils correspondent entre eux seulement à travers la communauté française vivante en Hongrie. A cette époque-là, la seule acquisition d'information sur la Hongrie a causé du souci aussi au gouvernement de Paris, car il n'y avait pas des rapports diplomatiques entre les deux pays, les nouvelles ne pouvaient parvenir en France que par le chemin indirect.<sup>6</sup>

Le Ministre des affaires étrangères du parti des petits propriétaires János Gyöngyösi a pris l'initiative en novembre 1945 de la formation des rapports diplomatiques entre les deux pays. Par conséquent, le consul Robert Faure est arrivé à Budapest le 16 novembre 1945, dont la mission était la préparation de la prise des relations diplomatiques.<sup>7</sup> Après cela les informations parviennent déjà à Paris en plus grande quantité, et les journaux français rédigent de plus en plus articles des événements hongrois. Le travail s'avancé lentement, ainsi l'envoyé extraordinaire Henri Gauquié ne pouvait occuper son poste en Hongrie que six mois plus tard, le 20 juin 1946, et il a présenté ses lettres de créance même ce jour-là au président de la République Zoltán Tildy. De toute façon c'était un pas important, car à cette époque-là encore très peu d'ambassades diplomatiques se trouvaient

<sup>2</sup> Les Américains ont reconnu le gouvernement Tildy le 15 novembre 1945, les Britains quelques jours plus tard. *ibid.*, p. 67.

<sup>3</sup> *ibid.*, p. 133.

<sup>4</sup> Néanmoins des relations entre les partis existaient, surtout les communistes et les social-démocrates hongrois ont entretenu des correspondances étroites avec leurs homologues français.

<sup>5</sup> Izsák, Lajos: *A koalíció évei Magyarországon 1944-1948.* (Les années de la coalition en Hongrie 1944-1948.) Kozmosz, Budapest, 1986. p. 52.

<sup>6</sup> Nagy, Judit: *Magyar-francia diplomáciai kapcsolatok 1945-1948 között.* (Relations diplomatiques franco-hongroises entre 1945 et 1948.) Mémoire de diplôme, JATE, Szeged, 1999. pp. 14-19.

<sup>7</sup> *ibid.*, p. 19.

en Hongrie qui ne pouvaient fonctionner qu'avec la permission des Soviétiques. Étant le membre du Comité de Contrôle des Alliés, les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient leur ambassadeur dans la capitale hongroise, en dehors d'eux, c'est seulement la France qui l'y avait. D'autres pays étaient représentés par des diplomates de plus bas rang, alors que les Soviétiques n'ont guère consenti à la visite des délégations étrangères.<sup>8</sup>

En été 1946 les buts de la politique extérieure hongroise se reposaient en vain sur l'accord des quatre partis de la coalition<sup>9</sup>, le 7 mai la conférence de Paris du Conseil des Ministres des affaires étrangères a rédigé un projet de traité de paix qui a laissé de côté les demandes hongroises. Des rapports d'ambassadeur<sup>10</sup> résulte que les diplomates français avaient compris les préoccupations hongroises, mais ils ne pouvaient pas intervenir dans la rédaction du projet. Le Premier Ministre Ferenc Nagy lui-même a pu acquérir la certitude de cela quand, le 25 juin 1946, il a rencontré le Ministre des affaires étrangères français Georges Bidault. Bidault a accepté avec sympathie les demandes hongroises et il était bien disposé à leur égard, mais en même temps il a rendu évident que la France ne pouvait pas intervenir dans les questions principales de la conférence de paix qui touchent la Hongrie.<sup>11</sup>

En mai 1947, nos ambassadeurs d'Ouest, sans compter les peu d'exceptions, ont assumé la solidarité du Premier Ministre Ferenc Nagy démissionnaire et ils ont donné leurs démissions aussi. Pál Auer était parmi les premiers.<sup>12</sup> Les journaux français ont rendu compte abondamment de la crise de gouvernement du pays et des élections. En général, la presse des deux pays a été caractérisée par l'intérêt vif aux événements des autres pays.

Dans les années suivantes la politique extérieure hongroise est devenue simple d'une manière incroyable. Par la suite de la guerre froide formée, de la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, Staline a exigé des États de l'Europe de l'Est, parmi eux de la Hongrie de l'obéissance sans condition, de l'identification totale à la politique extérieure soviétique.<sup>13</sup> Cela voulait dire que la Hongrie n'avait pas la possibilité de former une politique extérieure indépendante, il lui fallait copier servilement celle de l'Union Soviétique. Quelques-uns mettent en doute même l'existence de la politique extérieure hongroise à cette époque-là : « La politique extérieure, c'est le contact des États par des relations diplomatiques. Dans le système interétatique stalinien ce type de relation a perdu sa signification et des canaux de transmission et de communication totalement différents se sont formés, la diplomatie s'est dévaluée et s'est dégradée. Elle n'a pas disparu parce que

---

<sup>8</sup> *ibid.*, p. 26.

<sup>9</sup> Fülöp, Mihály – Sipos, Péter: *Magyarország külpolitikája a XX. században*. (Les affaires étrangères de la Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle.) Aula, Budapest, 1998. p. 292.

<sup>10</sup> Les rapports de l'ambassadeur de Paris Pál Auer et de l'ambassadeur de Stockholm Vilmos Böhm. Balogh, pp. 185-186.

<sup>11</sup> *ibid.*, p. 207. Il est connu d'ailleurs qu'à la conférence de paix on a rendu des décisions au désavantage de la Hongrie.

<sup>12</sup> Nagy, p. 27.

<sup>13</sup> Fülöp-Sipos, p. 358.

elle a été laissée en vie par des affaires interétatiques qui ont rendu nécessaire la solution administrative. La gestion des affaires étrangères a pris le rôle et la place de la politique extérieure partout dans la zone. »<sup>14</sup>

### ***Le gaullisme en opposition : le Rassemblement du Peuple Français***

La guerre froide a suscité des changements dans la politique intérieure en France aussi. Les partis se sont radicalisés, de plus le mouvement gaulliste a transformé totalement la situation dans le domaine de la politique intérieure. Le Rassemblement du Peuple Français (RPF) a été fondé par le général Charles de Gaulle en avril 1947 pour qu'il transmise ses idées politiques à la société française. Ces idées étaient déjà connues plus tôt, car le général les proclamait depuis longtemps. Il a exposé les plus importantes directions de sa politique après sa retraite<sup>15</sup>, le 16 juin 1946, dans son discours de Bayeux<sup>16</sup> où il a expliqué les principaux éléments de la Constitution proposée par lui. Mais le 13 octobre 1946 les électeurs ont adopté une Constitution contraire aux principes gaullistes, ainsi la IV<sup>e</sup> République est née. Le principal but du RPF était justement la réforme constitutionnelle selon l'esprit du discours de Bayeux.

Le 7 avril 1947, de Gaulle a annoncé à Strasbourg : « Il est temps que les Françaises et les Français qui pensent ainsi, c'est-à-dire, j'en suis sûr, la masse immense de notre peuple, s'assemblent pour le prouver. Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme des actes et des volontés, la République française construira la France nouvelle! »<sup>17</sup> Dans quelques jours il s'est trouvé que le RPF n'était pas un parti (de Gaulle ne voulait pas qu'il soit un parmi les partis détestés), mais un mouvement recevant tout le monde qui pouvait s'identifier à son programme. Finalement, le RPF fonctionnait pourtant comme un parti, car il a pris part aux élections et il a représenté son propre programme. Jacques Soustelle est devenu le secrétaire de l'organisation et André Malraux le responsable de la propagande.<sup>18</sup> Le début était encourageant : pendant quelques mois seulement plus qu'un million de personnes ont adhéré au Rassemblement.<sup>19</sup>

Il est caractéristique que, pendant l'existence du mouvement, de Gaulle dirigeait pratiquement tout seul le RPF ou du moins il n'a pas permis aucune intervention dans les

<sup>14</sup> *ibid.*, p. 366.

<sup>15</sup> Il a démissionné du poste du Premier Ministre le 20 janvier 1946.

<sup>16</sup> De Gaulle, Charles: *Discours et Messages. Dans l'attente 1946-1958*. Plon, Paris, 1970. pp. 5-

11.

<sup>17</sup> *ibid.*, p. 57.

<sup>18</sup> Purtschet, Christian: *Rassemblement du Peuple Français 1947-1953*. Édition Cujas, Paris, p.

58.

<sup>19</sup> Lefranc, Pierre: *La création et les grandes étapes du RPF*. In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955. Armand Colin, Paris, 1998. p. 31.

questions décisives, par exemple dans la création du programme du parti. Le RPF a organisé son Service d'Ordre dont la tâche était l'organisation des grandes réunions et des manifestations publiques et la protection des chefs. Le Service fonctionnait comme une organisation demi-militaire et il n'a pas augmenté le prestige du parti que de temps en temps il y avait des accrochages entre le Service et les contre-manifestants communistes. Une fois un manifestant communiste est mort à Grenoble.<sup>20</sup> C'est pourquoi (aussi) on a critiqué vivement le RPF et le général et on a qualifié leur activité « extrémiste » ou « fasciste ».

On peut résumer très brièvement le programme de politique intérieure du RPF : la transformation du système institutionnel. C'était nécessaire parce que selon l'idée gaulliste un régime s'était formée qui assurait le pouvoir aux partis et cela conduit à la fragmentation de la nation. Cette fragmentation de la nation est la cause de tous les problèmes (selon le général la défaite contre l'Allemagne en 1940 doit à celle-ci aussi), par contre, si les Français se rassemblent, la France sera grande et occupera la place dans le monde qui lui revient. La réforme proposée pourrait réaliser justement cette unité dont la personnification pourrait être naturellement le président de la République à qui reviendrait le plus grand pouvoir. Tous les partis se sont élevés contre cette proposition disant qu'elle aurait conduit à la dictature et à la fin de la démocratie. C'était particulièrement la gauche qui a attaqué de plus en plus violemment ces idées, de plus de Gaulle, tout simplement, ne considérait pas les communistes comme la partie de la nation. C'est dans son discours de Rennes<sup>21</sup> qu'il les a qualifié la première fois « séparatistes » qui servaient les intérêts des puissances étrangères. Bien sûr il pensait à l'Union Soviétique, dont « les frontières ne sont séparées de la nôtre que 500 kilomètres, soit à peine la longueur de deux étapes du Tour de France cycliste. » Il a présenté le communisme comme le plus grand ennemi de la France, contre laquelle les Français devaient se rallier. L'anticommunisme est devenu après cela l'élément décisif de l'activité du RPF.

Selon les opinions gaullistes, il ne faut pas modifier la politique étrangère de la France, parce que la France n'a pas sa politique étrangère non plus...<sup>22</sup> Cette politique étrangère a été déterminée par la guerre froide aggravant en été 1947. La stratégie du RPF a reposé sur trois éléments : l'assurance de l'indépendance de la France, la défense nationale, l'union de l'Europe. Selon le général pendant la guerre froide c'était l'Union Soviétique qui a constitué la plus grande menace à la souveraineté de la France, c'est pourquoi il fallait se retourner contre toute aspiration soviétique. L'une des traits caractéristiques du RPF reste pour toujours l'extrême antisoviétisme ce qui comme on l'a vu déjà, allait avec un anticommunisme permanent. Seulement la défense nationale autonome est capable d'assurer l'indépendance, c'est pourquoi il est très important que cette défense ne soit pas dirigée par une puissance étrangère (États-Unis), mais par la France même conformément à ses intérêts. L'une des principales causes de la création du RPF était justement la

<sup>20</sup> Le cas s'est produit le 18 septembre 1948. Voir: Purtschet, p. 189.

<sup>21</sup> De Gaulle, pp. 102-109.

<sup>22</sup> La France sera la France. Ce que veut Charles de Gaulle. Édition du RPF, Paris, 1951., p. 193.

défense nationale, parce que de Gaulle pensait que ce n'était que le RPF qui pouvait assurer la défense nécessaire au pays. Pour que l'Europe pût se défendre contre les menaces soviétiques, il lui fallait se redresser économiquement. Elle ne l'espérait qu'à l'aide des États-Unis et le président du RPF lui-même l'a compris. C'est pourquoi il a soutenu la politique de secours des Américains, il était d'accord avec le plan Marshall et il a pressé sa réalisation. Mais cela ne peut pas créer une sorte de dépendance en aucun cas entre l'Europe et l'Amérique, il ne peut s'agir que de coopération.<sup>23</sup> Hors de l'aide économique, les États-Unis prête appui politique et militaire à l'Europe justement à cause de la menace soviétique. De Gaulle a salué la signature du traité de l'OTAN qu'il a considéré comme la pierre angulaire de la sécurité européenne. Ils avaient besoin des alliés pour la création de la défense sûre et en dehors des États-Unis ces alliés ne pouvait être retrouvés qu'en Europe. Entre les deux blocs naissant lors du début de la guerre froide c'est l'Europe qui peut faire le contrepoids et en même temps la sécurité. Il a parlé de ce thème déjà dans son discours de Strasbourg : « le maintien de notre indépendance implique que nous nous appliquions à refaire l'Europe, afin qu'existe, à côté des deux masses d'aujourd'hui, l'élément d'équilibre... »<sup>24</sup> Selon l'idéologie gaulliste la direction de la nouvelle Europe tomberait dans les mains de la France. Dans cette nouvelle Europe, il faudrait insérer l'Allemagne de l'Ouest aussi, mais le RPF ne soutenait pas la création des contacts plus étroits parmi les États européens. Ils ont repoussé le plan du Communauté Européenne de Défense ce qui aurait mis l'armée française dans un cadre européen dirigé par les Américains. D'ailleurs cette attitude a contribué effectivement à la chute finale du plan de la CED.

On pouvait évaluer pour la première fois l'appui du RPF aux élections municipales d'octobre 1947. Le mouvement de De Gaulle a obtenu un succès immense : il a reçu le 40% des votes, il s'est acquiert la majorité dans plusieurs grandes villes de province, et à Paris a été élu maire le frère du général, Pierre de Gaulle. Mais cela ne pouvait être qu'un succès partiel, car les rapports de force parlementaires n'ont pas changé. A partir d'alors l'appui du RPF a commencé à diminuer sensiblement que les élections différentes ont bien montré, comme par exemple les élections au Conseil de la République en 1948 et les élections cantonales en mars 1949. Les causes de ce processus était que les électeurs se sont lassés des discours apocalyptiques de De Gaulle, dans lesquelles il prophétisait constamment l'éclatement de la troisième guerre mondiale, ils n'acceptaient pas que plus tard le parti était incapable de dire quelque chose de neuf, enfin son anticommunisme intransigeant a fait tourner définitivement contre lui toute la gauche. Le RPF était en vain le plus grand parti de la droite, ni les républicains populaires (MRP), ni les radicaux n'ont soutenu ses préoccupations constitutionnelles. Les partis de « la troisième force » ont uni leurs efforts pour la survivance du régime et ils ont adopté une loi électorale qui a empêché à l'opposition de gauche et de droite de la IV<sup>e</sup> République d'obtenir la majorité aux élections parlementaires en juin 1951. Le RPF n'était pas classé mal, car il pouvait

<sup>23</sup> De Gaulle, p. 183.

<sup>24</sup> *ibid.*, p. 56.

former la plus grande fraction à l'Assemblée nationale, mais il était loin de la majorité absolue. Il devait renoncer à la réforme du régime.

Après l'opposition permanente, les députés du parti sont parvenu maintenant la proximité du pouvoir, car avec les autres forces de droite ils auraient pu former le gouvernement. De Gaulle l'a interdit catégoriquement parce qu'il n'était pas prêt à conclure un compromis avec le régime. Mais vingt-sept députés du RPF malgré la consigne de la direction de parti ont voté pour l'installation d'Antoine Pinay, de la droite, au Premier Ministre.<sup>25</sup> Plusieurs personnes ont quitté la fraction en été et aux élections municipales du printemps 1953 le RPF a essuyé une défaite claire par 10% en tout. Le général a compris que sa tentative a subi un échec : après la défaite électorale il a donné la liberté aux députés parlementaires du mouvement et il a dissolu à mesure le Rassemblement du Peuple Français. La tentative légale et parlementaire de la réforme gaulliste de la Constitution a échoué.

### *La presse hongroise après la deuxième guerre mondiale*

La presse hongroise pendant ces années a été caractérisée par une certaine dualité. D'une part après la deuxième guerre mondiale les journaux se sont multipliés très vite, d'autre part la renaissance de la presse politique a été suivie rapidement par son bâillonnement et sa transformation.<sup>26</sup> Encore en février 1945 on a ranimé la « Népszava » (« la voix de peuple ») qui était le journal du Parti Social-démocrate, en ce temps-là on a fondé le « Esti Szabad Szó » (« le mot libre du soir »), l'organe du Parti National des Paysans et le Parti Indépendant des Petits Propriétaires a créé son propre porte-parole sous le nom « Kis Újság » (« petit journal »). On a laissé repartir comme un quotidien nouveau avec le chiffrage d'année nouvelle la « Magyar Nemzet » (« la nation hongroise ») qui est devenu, après 1945, le journal du gouvernement puis celui des petits propriétaires.<sup>27</sup> Beaucoup d'autres imprimés sont nés encore, mais il ne vaut de mentionner que les quotidiens « Világosság » (« la lumière ») et « Haladás » (« le progrès »), l'hebdomadaire bourgeois « Fáklya » (« la torche »), le « Friss Újság » (« le journal récent ») ou la « Hazánk » (« notre patrie ») qui fonctionnait comme le journal officiel du Parti Populaire Démocrate. Pendant l'époque de la coalition, on peut découvrir encore des différences dans les analyses des quotidiens, mais les années de 1945 à 1948 sont caractérisées déjà par la liberté de presse partiellement limitée.<sup>28</sup>

On lie en général l'uniformisation de la presse hongroise au discours de Mátyás Rákosi tenu le 23 mars 1948 où il a exposé son opinion concernant la presse. Il s'est

---

<sup>25</sup> *ibid.*, p. 34.

<sup>26</sup> Buzinkay, Géza: *Kis magyar sajtótörténet*. (Petite histoire de la presse hongroise), Fondation Haza és Haladás, Bp., 1993., p. 114.

<sup>27</sup> Kókay, György – Buzinkay, Géza – Murányi, Gábor: *A magyar sajtó története*. (Histoire de la presse hongroise), MÚOSZ, s. d., p. 204.

<sup>28</sup> Kókay-Buzinkay-Murányi, p. 203.

opposé au chassément de sensation et il a indiqué comme objectif « la présentation des résultats de la production, de la construction et de la révolution culturelle ».<sup>29</sup> Après cela les partis ont cessé d'exister avec leurs journaux, après la nationalisation (1948) il n'est guère resté quelques-uns. La Népszava est devenue le quotidien des syndicats, la Magyar Nemzet celui du Front Populaire Patriotique dirigé par les communistes. Le « Szabad Nép » (« le peuple libre ») avait un rôle marquant étant surveillé directement par le Parti des Travailleurs Hongrois. Le parti a transformé le quotidien dans toutes ses rubriques en un journal de propagande directe.<sup>30</sup> On peut dire de la presse du début des années 50 que l'uniformisation a entraîné un succès complet, la présentation des événements politiques était univoque dans tous les journaux<sup>31</sup>, seulement quelques-uns différaient dans leurs styles du jargon militant.

Avant l'analyse de la presse hongroise, il vaut d'observer tout brièvement l'appréciation du RPF faite par l'Union Soviétique parce qu'après 1948 la presse hongroise a reproduit souvent textuellement la position de Moscou. A l'Union Soviétique, toutes les analyses officielles sont parties de la variation stalinienne du marxisme-léninisme qui était hostile à toute idée non-stalinienne, particulièrement pendant les années de la guerre froide. D'après cela tous les politiciens, tous les partis ou toutes les organisations politiques qui ne suivent pas fidèlement l'Union Soviétique et le parti communiste, sont qualifiés automatiquement comme l'agent du camp impérialiste étant à la solde des États-Unis, de plus comme le serviteur du fascisme renaissant.<sup>32</sup> L'anticommunisme éclatant et l'hostilité à l'Union Soviétique de De Gaulle et du RPF ne pouvait provoquer à Moscou que des réactions condamnatoires. Après l'exclusion des communistes du gouvernement en mai 1947, le Parti Communiste Français (PCF) et le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) ont attaqué de plus en plus vivement le mouvement du général. De Gaulle était présenté comme « le chef des éléments réactionnaires » qui était inspiré par « les discours agressifs de Truman et de Churchill », et le RPF était un parti bourgeois qui était lié étroitement au « capitalisme monopoliste d'État ».<sup>33</sup> Plus tard le RPF est un parti « fasciste réactionnaire » qui veut construire « la dictature fasciste » en France et qui prépare l'éclatement de la nouvelle guerre mondiale. Le plan constitutionnel gaulliste montre aussi des caractéristiques dictatoriales, « l'État fort » et le culte de la direction en une seule personne représentent des traits apparentés à l'idéologie néofasciste. Le RPF veut priver les Français de leur liberté, il est le parti des Américains, « la clique de De Gaulle » et il est soutenu par les cercles fascistes

<sup>29</sup> *ibid.*, p. 203.

<sup>30</sup> Buzinkay, p. 115.

<sup>31</sup> Le texte est arrivé partout de MTI (agence de presse hongroise), souvent avec la prescription de mettre la nouvelle sans changement dans le journal. (Kókay-Buzinkay-Murányi, p. 205.)

<sup>32</sup> Knapp, Andrew: *Entre méfiance feutrée et hostilité déclarée*. In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955, p. 775.

<sup>33</sup> Pravda, le 17 avril 1947., cité par Naoumova, Natalia: *Le RPF vu par l'URSS*, In.: De Gaulle et le RPF 1947-1955, p. 816.

réactionnaires.<sup>34</sup> A côté du fait que les journaux soviétiques ont publié assez peu du programme du RPF, le PCUS a témoigné des intérêts très vifs à cela et il a reçu toujours des informations par le PCF de l'activité du mouvement gaulliste.

### *Le RPF vu par la presse hongroise*

En 1945, dans le centre des attaques de la presse hongroise se trouvaient les ex-collaborateurs et les vichystes, Pétain et Laval. On a écrit beaucoup du mouvement de la Résistance où les communistes avaient joué un rôle décisif et on a fait des déclarations positives sur les autres membres du mouvements, ainsi de De Gaulle aussi. Mais l'opinion vis-à-vis de De Gaulle a changée assez vite. Déjà en septembre une article a été publié, dont le titre était « De Gaulle à la trace de Napoléon III »<sup>35</sup>, parce que lors du débat de constitution le général voulait diminuer les droits de l'Assemblée constitutionnelle et le journal a jugé que Napoléon III avait acquiert le pouvoir aussi par cette tactique-là. Mais on n'a pas encore attaqué ouvertement le général. Par exemple en janvier 1946, après sa démission de la fonction du Premier Ministre on a écrit seulement que ce n'était pas le personnage de De Gaulle, mais sa politique contre laquelle on a protesté.<sup>36</sup>

Du retour à la vie politique de De Gaulle, c'était le journal du Parti Indépendant des Petits Propriétaires, le Kis Újság qui a donné des informations dont le rédacteur en chef était Béla Kovács qui était enlevé un peu plus tard par les Soviétiques et déporté avec violence à l'Union Soviétique. A propos du discours de Bruneval<sup>37</sup> du général, le journal écrit que « de Gaulle a souligné : on peut tolérer aucune tentative qui se porte à s'approprier le devise de la Résistance nationale. De Gaulle a condamné de nouveau la Constitution. »<sup>38</sup> Le journal ne commente pas le discours, son ton est neutre.

La bourgeoisie Magyar Nemzet a réagi au discours comme suit : « puisque les murs de Paris et des autres grandes villes sont couverts des affiches à l'échelle d'écran qui dans une telle forme ou dans une autre célèbrent la grandeur du général, il semble évident que le jour n'est pas loin où le chef de la Résistance française veut retourner à l'arène et ainsi il peut créer une situation nouvelle en France. »<sup>39</sup>

La Népszava a réagi aussi à ce discours et son jugement est plus sévère que celui de la Magyar Nemzet. Elle fait connaître les intentions de De Gaulle contre lesquelles elle est assez critique, puis elle continue : « Il se trouve que la nouvelle Constitution tellement

<sup>34</sup> Naoumova, p. 816.

<sup>35</sup> Szabad Nép, le 6 septembre 1945. voir: Nagy, p. 52.

<sup>36</sup> *ibid.*, le 22 janvier 1946.

<sup>37</sup> Le discours a été prononcé le 30 mars 1947 à Bruneval. A la fin du discours le général a annoncé: „Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France.” Voir: De Gaulle, pp. 43-48.

<sup>38</sup> Kis Újság, le 1<sup>er</sup> avril 1947.

<sup>39</sup> Magyar Nemzet, le 1<sup>er</sup> avril 1947.

réprouvée a répondu parfaitement à l'attente et s'il y a des difficultés, on peut les résoudre sans la nécessité du pouvoir autoritaire. (...) Mais le général de Gaulle est impatient et il est évident que cette impatience est ranimée par les forces réactionnaires se cachant derrière lui. Les mêmes forces qui avant la deuxième guerre mondiale et après le gouvernement du Front populaire se sont efforcées de mener le général Pétain qui avait un passé glorieux en vedette, pour qu'en se cachant derrière lui elles donnent un coup mortel à la République, maintenant, en travaillant par les mêmes méthodes elles mènent le général de Gaulle en vedette. Comme à l'époque elles voulaient compromettre la Troisième République devant les masses, elles veulent maintenant discréditer exactement par les mêmes méthodes la jeune Quatrième République. (...) Elles veulent nous faire croire que tout est pourri et la situation est mûr qu'un homme à main forte vienne qui mettra l'ordre. Mais le général de Gaulle n'a pas des bonnes chances. Même parmi ses anciens fidèles, il y a beaucoup de personnes qui constatent maintenant tristement qu'il est devenu bon gré, mal gré le moyen des forces réactionnaires contre-républicaines. (...) De l'écho du discours de Bruneval on peut constater que le général de Gaulle ne peut s'appuyer que sur les cercles d'extrême-droite s'il veut retourner à la vie politique. »<sup>40</sup> En insistant sur la politique du Front populaire, la Népszava cite Léon Blum<sup>41</sup> et s'identifie à sa position qui fait face aux ambitions « contre-républicaines » et condamne de Gaulle.

Le Szabad Nép communiste condamne aussi le général, mais son ton est encore modéré par rapport à la suite : « Tout porte à croire qu'en France une campagne d'agitation gaulliste toute neuve va commencer. Les fidèles du général mettent de nouveau au centre l'exigence de la révision de la Constitution républicaine. (...) D'observateurs politiques jugent que le prestige de De Gaulle ne cesse de diminuer depuis deux ans et qu'il n'aura pas plus de succès par ce nouvel essai qu'il a eu avec l'Union Gaulliste<sup>42</sup> de l'ex-ministre Capitant. Il est connu que cette organisation a pris part aux dernières élections avec le programme du général, néanmoins elle a subi un échec lamentable. »<sup>43</sup> Le journal accuse des aspirations dictatoriales de Gaulle, qui veut détruire la démocratie, des aspirations dictatoriales. Il lui semble que le général fait la politique sur les traces de Pétain et ce jugement est déjà très près de la qualification « fasciste ». Le Szabad Nép donne plusieurs fois des éléments faux du passé du président du RPF, mais toujours à cause des buts politiques actuels : « pendant la guerre et après la victoire le général était l'homme de la Grande Bretagne. »<sup>44</sup> Il est connu que de Gaulle – bien que son mouvement n'ait pas pu se constituer sans le maintien de Churchill – ne dépendait

<sup>40</sup> Népszava, le 4 avril 1947.

<sup>41</sup> Le président des socialistes français, pendant le Front populaire (1936-38) il était Premier Ministre. A la fin du 1946 et au début du 1947 il a rempli cette même fonction.

<sup>42</sup> On l'a créée en été 1946 par la direction d'un ancien camarade de De Gaulle, le professeur de droit René Capitant afin qu'elle représente les idées politiques et constitutionnelles du général selon l'esprit du discours de Bayeux. Mais de Gaulle n'a pas voté la confiance à l'Union c'est pourquoi elle s'est dissolue très tôt.

<sup>43</sup> Szabad Nép, le 4 avril 1947.

<sup>44</sup> *ibid.*, le 10 avril 1947.

jamais des Anglais, et pendant la guerre mondiale il est entré plusieurs fois en contradiction éclatante avec Churchill et les Américains. Le journal des communistes le reconnaît aussi, mais immédiatement il accuse « le sauveur de la patrie » d'agir à l'ordre des Américains : « Quand le président Roosevelt, à l'occasion de son dernier voyage d'outre-mer, a proposé des négociations franco-américaines et a invité à son bateau le Premier Ministre français de l'époque, de Gaulle a refusé orgueilleusement l'invitation. On avait donc la surprise compréhensible que le général dans ses derniers discours a paru dans l'arène dans le rôle du champion français de la politique américaine. (...) Quant aux conséquences du discours de Strasbourg de De Gaulle à la politique intérieure française, il est un symptôme caractéristique qu'après les partis ouvriers, maintenant le parti populaire catholique a laissé déjà en panne aussi l'ex-Premier Ministre. Dans les milieux tout modérés on constate que le programme esquissé à Strasbourg par le général ressemble, même dans ses locutions, au programme par lequel le maréchal Pétain voulait légitimer le gouvernement de Vichy pendant la guerre. La diminution de l'importance des partis, la réconciliation du travail et du capital, la revendication de « la liberté d'entreprise » et la réduction de l'intervention d'État dans l'activité industrielle et agraire, voilà l'effet du « programme sauveur » proposé par de Gaulle. » En fait, le MRP, le parti populaire catholique n'a pas encore laissé en panne de Gaulle à cette époque-là. Pendant longtemps ils ont essayé de coopérer avec lui, le tour n'est venu de la rupture définitive qu'au cours de l'automne 1947. Le lendemain le Szabad Nép écrit que le général « veut le pouvoir autoritaire » et joint au texte une caricature satirique où les traits de De Gaulle sont figurés d'une manière trop accentuée quand il lève le masque à son visage et sa main droite s'élançait à la salutation nazie avec un brassard de croix gammée sur la manche de sa tunique. Ici la qualification est déjà fasciste mais pas encore au niveau des mots, seulement à celui du dessin. Le journal complète son rapport unanimement négatif par la citation de Churchill et de Roosevelt qui ont jugé de Gaulle de « réactionnaire » qui n'était pas fidèle à la démocratie. Plus tard de Gaulle devient le plus grand ennemi du régime démocratique français : « (...) le chef-général de l'opposition réactionnaire de la démocratie français. »<sup>45</sup> Il est particulièrement intéressant que pendant la première période le journal central du Parti Communiste Hongrois ne dit pas un mot sur le RPF lui-même, il ne s'occupe que de la personne de De Gaulle, la présentation du programme n'est guère remarquable. Le journal ne parle pas de l'accueil du mouvement parmi les Français non plus ce qui est compréhensible parce que la grande popularité au début du RPF n'était pas favorable aux communistes. C'est pourquoi ils ont caché plutôt ce fait, contrairement par exemple à la Magyar Nemzet.

La Magyar Nemzet est assez prudente après Strasbourg, elle ne prend pas encore position vis-à-vis de la nouvelle organisation bien qu'elle rend compte de l'accueil du RPF en France qui est unanimement hostile de la part des partis. Elle expose très brièvement la conception constitutionnelle de De Gaulle, puis elle continue ainsi : « l'effervescence est quasi extraordinaire (...) On a l'impression que le processus de

---

<sup>45</sup> *ibid.*, le 27 avril 1947.

formation en blocs est en train de se manifester dans la vie publique française. »<sup>46</sup> Et plus tard : « En conclusion, la formation de l'assemblée populaire française (le RPF - F.P.Á.), le ralliement brusque des partis et la création des comités de garde ne sont pas un bon signe. Comme si la nation française se divisait en deux camps. »<sup>47</sup> Le journal se rallie au parti de ceux qui ont peur que le général ne prétende au rôle dictatorial et elle fait remarquer que « de Gaulle se présente comme le nouveau général Boulanger qui ne pouvait provoquer auparavant que la crise politique intérieure, mais aujourd'hui il pourrait signifier déjà la guerre civile. »<sup>48</sup> Plus tard la Magyar Nemzet devient aussi de plus en plus hostile au RPF et le général lui-même : « l'étoile de beaucoup de Dieux tombe ». <sup>49</sup> Cela aboutit à ce que le journal parvient jusqu'à la qualification fasciste en conformité avec les autres journaux hongrois. Il vaut de citer dans le détail l'éditorial du 4 mai du journal, qui a été consacré à ce thème : « (...) Depuis que le général a abandonné la solitude de sa maison de Colombey et a sonné l'alarme de guerre contre le règne des partis et la nouvelle constitution française instituant le faible gouvernement et a déclaré la guerre au parti communiste, la presse anglaise n'écrit plus dépréciant de ceux qui flairent la présence des germes d'un nouveau fascisme dans l'atmosphère venteuse européenne. (...) Nous citons de l'éditorial paru récemment de l'Observer, hebdomadaire libéral important, qui reconnaît du mouvement de De Gaulle dont le nom est « Rassemblement populaire » : le fascisme est apparu de nouveau dans l'air européen. Le mouvement de De Gaulle se reporte en vain à ce qu'il veut réorganiser la constitution de la Quatrième République française à l'instar de la constitution des États-Unis, cela veut dire qu'il veut implanter la démocratie américaine en France, mais les symptômes concomitants du mouvement : la foi mythique dans la personne d'un homme, les efforts au changement de régime, la forte voix nationaliste et avant tout la grave orientation anticomuniste prouvent qu'en France ce ne sont pas les anciennes luttes de droit constitutionnel de Hamilton et de Jefferson qui se reproduisent, mais le combat qui s'est déroulé aux années 20 en Italie entre Mussolini et le parti communiste italien. Si entre les deux camps faisant face l'un à l'autre les contraires s'aggravent encore, de dangers graves s'abattraient non seulement sur la France, mais sur tout le continent européen. Sans doute, on ne réussirait pas à résoudre le problème maintenant avec le coup d'État pareil à la « Marcia su Roma », parce que même un essai aboutirait à la guerre civile sanglante. (...) En France, le parti socialiste, la balance of power, le plus important facteur de l'équilibre de la politique intérieure française, a pris la tête de nouveau du mouvement qui organise contre le mouvement néofasciste de De Gaulle les forces démocratiques des catholiques progressistes aux communistes, à travers les radicaux pour la défense de la démocratie. (...) Jusqu'alors, le mouvement de De Gaulle a entraîné un grand résultat positif pour la démocratie. Il a fait remarquer aux partis de coalition de la démocratie française qu'ils se sont engagés dans un chemin fatal quand ils ont commencé la guerre à outrance l'un contre l'autre, quand ils ont

---

<sup>46</sup> Magyar Nemzet, le 9 avril 1947.

<sup>47</sup> *ibid.*, le 16 avril 1947.

<sup>48</sup> *ibid.*, le 10 avril 1947.

<sup>49</sup> *ibid.*, le 1<sup>er</sup> mai 1947.

tiré le feu roulant sur les rangs de l'un et de l'autre. Pendant que la lutte fratricide déchirait les partis de coalition, de Gaulle a préparé ses plans stratégiques à Colombey et il pouvait recruter de vastes foules pour l'attaque générale commencée contre la Quatrième République dans foules déçues qui avaient été désillusionnées des partis démocratiques par la compétition acharnée pour le pouvoir, la lutte interne, l'impatience montrée l'un à l'autre et la tactique brutale des partis de coalition. De Gaulle remplit ses cadres néofascistes de ces foules désillusionnées et il recrute les anciens démocrates à une croisade contre la démocratie. Mais il n'en est pas le seul responsable, mais aussi les partis démocratiques qui n'ont pas calculé avec ce développement politique dangeureux et luttait l'un contre l'autre alors qu'ils auraient dû, ensemble, écraser dans l'oeuf l'apparition du néofascisme. Les facteurs dirigeants des partis de la coalition hongroise feraient bien aussi s'ils s'occupaient sérieusement de la genèse, des causes et des périls du néofascisme français et ils en tiraient les leçons politiques nécessaires.»<sup>50</sup> L'article constate justement que le RPF est construit sur la personne de De Gaulle, qu'il veut des réformes, qu'il est caractérisé par l'anticommunisme éclatant et qu'il utilise une rhétorique nationaliste très forte. Mais l'article a tort déjà quand il constate que le RPF veut créer la démocratie du type américain, car cela ne convient à la vérité que dans la mesure qu'il s'applique à la formation du fort système présidentiel. Mais la réforme constitutionnelle contient énormément d'éléments qui contrastent avec la loi organique américaine. Les journaux hongrois accusent en vain, avec les journaux soviétiques, de Gaulle d'avoir créer un parti fasciste ou néofasciste, c'était tout à fait faux. Le général était démocrate pendant toute sa vie, il a toujours professé des idées républicaines, bien qu'il imaginât la construction de la république autrement que la majorité des politiciens français.

La Magyar Nemzet s'efforce de réaliser intégralement l'image du RPF aux lecteurs par la présentation des deux dirigeants importants du parti. Elle écrit de Jacques Soustelle que « sa présence court à la tête du Ministère des Colonies n'a fait qu'augmenter les contraires de la métropole et des territoires d'outre-mer qui ont conduit depuis aux actions de guerre au Vietnam et au Madagascar. Soustelle a tenté d'appliquer la politique de la poigne serrée prêchée par de Gaulle aux peuples coloniaux prétendant à la liberté. » André Malraux ne reçoit pas non plus de meilleure critique : « le grand maître des retournements de casaque politiques, il s'est transformé de communiste en d'extrême-droite. (...) Les partis ouvriers ne l'évoquent que comme « traître ».<sup>51</sup>

Il y avait très peu de réactions positives tout simplement neutres au discours de Strasbourg et à la naissance du RPF dans la presse hongroise. Mais, en ce temps-là, des opinions qui n'étaient pas conforme à la position des communistes pouvaient paraître encore. Le Hirlap de parti des petits propriétaires y appartenait, dont le rédacteur en chef était le Premier Ministre Ferenc Nagy.<sup>52</sup> Ainsi ce journal se passait pour un journal proche

---

<sup>50</sup> *ibid.*, le 4 mai 1947.

<sup>51</sup> *ibid.*, le 15 mai 1947.

<sup>52</sup> Bien sûr seulement jusqu'à ce qu'on n'a forcé en exil le Premier Ministre Ferenc Nagy en mai 1947. Alors István Dobi a pris la rédaction du journal.

du gouvernement, donc il a reflété la position officielle ou demi-officielle. Il tranchait avec le style des organes cités jusqu'ici sur son ton et sa manière de voir, c'est pourquoi il vaut de citer de toute manière l'article du *Hírlap* : « Sur le ciel politique de la France une nouvelle constellation est apparue : le nouveau parti de De Gaulle, l'union populaire français – le correspondant de Paris de *Basler Nachrichten* annonce ainsi l'apparition de De Gaulle dans l'arène politique française. Le déploiement de drapeau du général est un si grand événement que la direction du parti socialiste a décidé, en dépit de la pause parlementaire de se réunir d'urgence pour discuter de la situation politique formée après le discours de De Gaulle. Les communistes sont particulièrement violents – continue le journaliste suisse qui le motive par la prise de position manifeste de De Gaulle contre eux, de plus il a formé son union dans une certaine mesure sous le signe de l'anticommunisme. L'Ordre écrit : – Par son discours de Strasbourg, il est intervenu au jeu des partis et il a assuré le soutien à l'anticommunisme. Le Monde écrit ainsi : – On ne peut pas faire de distinction entre le pays réel et légitime. Soit l'union de De Gaulle est justement un parti comme les autres, seulement ayant plus de sensibilité aux intérêts de la nation et alors sa formation est tout à fait naturelle, soit elle est quelque chose d'autre, une soi-disant représentation populaire réelle contre la légitime et dans ce cas-là elle est dangeureuse. D'ailleurs Le Monde caractérise l'ambiance du pays que le discours de De Gaulle a produit juste autant de crainte que d'espoir. »<sup>53</sup> Le journal, comme on l'a vu, cite également des journaux suisses et français de tous les côtés de la palette politique. Il présente l'écho de presse britannique aussi, emprunte des analyses du *Daily Worker* communiste, du *Daily Telegraph* libéral et du *Times* conservateur. On peut voir donc qu'il sélectionne de beaucoup d'endroits, sa position est neutre, il remet plutôt au lecteur de former sa propre opinion.

C'est le *Kis Újság* qui a commenté de la façon la plus positive l'apparition de De Gaulle. Il juge le discours de Strasbourg surprenant, « tout d'abord parce que de Gaulle, qui a été mis au point par ses adversaires comme l'ennemie de la République, a pris position le plus décidément pour l'institution de la République. De plus il s'est arrogé fièrement à lui-même et à ses camarades de la Résistance le mérite de la renaissance de la République que le gouvernement de Vichy voulait enterrer pour toujours. L'autre surprise a été causée parce que de Gaulle, qui a été jugé le défenseur du capitalisme, a indiqué la réalisation du système de production construit sur le fondement coopératif comme la seule utile et juste. En même temps il a mené la propagande pour le libéralisme économique, où il a exigé la défense et l'aide de la liberté d'entreprise. Dans le domaine social, il s'est levé pour les droits égaux du travail et du capital et il a condamné l'esprit totalitaire ainsi que bureaucratique. En restant fidèle à sa conception politique, il a attaqué de nouveau les intrigues et les aspirations au pouvoir des partis, mais il a constaté en même temps que des représentants de valeurs et assez utiles de la vie politique agissent dans le domaine de la vie publique. Mais étant donné que le système est mauvais et paralyse même les aspirations les plus utiles, il faut le changer. »<sup>54</sup> Il est significatif qu'on peut trouver dans

<sup>53</sup> *Hírlap*, le 10 avril 1947.

<sup>54</sup> *Kis Újság*, le 9 avril 1947.

le Kis Újság l'exposé le plus détaillé du discours de Strasbourg, mais il est apparent, d'ailleurs, que le ton de l'article est plutôt positif que neutre. Il met au point De Gaulle comme un républicain convaincu qui veut des réformes sociales aussi. Cet rapprochement diffère tout à fait des analyses des grands journaux de gauche et il est unique dans la presse politique hongroise.

En été 1947 le Szabad Nép peint l'image de plus en plus obscur du mouvement, mais l'accent, par la suite, n'est pas mis sur le parti, mais sur de Gaulle. Au début du juillet, le journal écrit que les fidèles du général entretiennent une correspondance avec ceux de Pétain et avec les fascistes français et préparent un complot. En ce temps-là apparaît premièrement le nom du parti et aussitôt erronné : « L'un des conjurés était membre du RPS gaulliste aussi. »<sup>55</sup> Le ton tombe dans le vulgaire définitivement après le discours de Rennes, cet événement est un tournant dans le jugement du RPF fait par la gauche et les communistes. L'anticommunisme extrême a provoqué des réactions éclatantes : « De Gaulle a levé le masque dans son discours de dimanche. De Gaulle, le chef du groupe étranger de la Résistance française est définitivement au passé. A la manifestation de Rennes, la réaction française et internationale la plus extrême a déclaré la guerre au passé et à l'Union Soviétique. De Gaulle a attaqué le Parti Communiste. Il a exigé l'interdiction du parti de la classe ouvrière, mais en connaissant la tactique anticommuniste des mouvements dictatoriaux avant la guerre, cela ne trompe personne. A côté du Parti Communiste de Gaulle s'efforce de supprimer tous les partis démocratiques, tout le système parlementaire démocratique. De ce point de vue, le commentaire du Monde conservateur est assez caractéristique, selon lequel le discours de Rennes augmentera la distance entre les catholiques et de Gaulle. Et quant au parti socialiste, l'aggravation de l'attitude anticommuniste de De Gaulle peut accélérer l'approche des deux « frères ennemies », des partis communiste et socialiste. »<sup>56</sup> Cette dernière opinion fait allusion au fait qu'en mai 1947 le chef de gouvernement Ramadier a exclu de son gouvernement les ministres communistes, ce qui a conduit à l'aggravation dramatique des relations des deux partis. D'ailleurs, pendant ces années, le Szabad Nép attaquait très fermement les socialistes accusés de la dissociation de l'union ouvrière.

On met au point de Gaulle en automne comme adhérent de la politique américaine, on écrit de son discours de Vincennes que « le discours de De Gaulle n'a pas amené de surprise ni aux fidèles, ni aux adversaires. Le général de Gaulle a ouvert les yeux des Français aux dangers qui les menacent. On peut prévoir quels sont ces dangers : l'avancement des partis communistes, la dévalorisation de la monnaie, dont le remède proposé par le général est d'ailleurs l'emprunt aux Américains. »<sup>57</sup> Le ton tombe sans cesse dans le vulgaire : « Ramadier et Bidault<sup>58</sup> rivalisent comme des valets fidèles et

---

55 Szabad Nép, le 4 juillet 1947.

56 *ibid.*, le 30 juillet 1947.

57 *ibid.*, le 8 octobre 1947.

58 Georges Bidault était l'un des chefs du MRP, pendant la IV<sup>e</sup> République il s'est chargé des rôles gouvernementaux importants, il était Premier Ministre et pendant des années ministre des affaires étrangères aussi.

humbles avec de Gaulle dans l'obéissance aux puissants du dollar.»<sup>59</sup> Le journal communiste appelle le discours d'Alger du général « horreur », où il calomnie l'Union Soviétique et le parti communiste. Il qualifie « fasciste » le RPF, pour la première fois, dans les reportages de la campagne des élections municipales.

Un grand nombre de reportages ont été publiés dans les journaux hongrois à propos des élections municipales d'octobre. La *Magyar Nemzet* signale que « le parti communiste français a gardé inflexiblement ses positions pendant que le MRP de droite modéré s'est effondré et son héritage a été pris par le mouvement gaulliste de droite radicale. »<sup>60</sup> Le journal trouve qu'à la suite des élections un glissement évident à droite s'est opéré, ce qui favorise le RPF, mais il dit aussi que cela n'a pas d'influence directe sur la composition du gouvernement car on n'a pas procédé à des élections parlementaires. La *Magyar Nemzet* attend l'arrêt du RPF des socialistes. Il est intéressant qu'elle prit des articles de la presse anglaise et non pas des opinions soviétiques. György Parragi, le député parlementaire du Parti Démocrate Hongrois Indépendant a écrit un éditorial des élections municipales françaises. Il déplore la défaite du MRP et il voit des dangers dans l'avancement de De Gaulle : « (...) Il est intéressant que concernant le pourcentage du succès électoral de De Gaulle, même les fidèles les plus proches du général n'ont pas osé fier et dans leurs déclarations optimistes faites avant les élections ils ont compté sur un résultat de 25% au maximum. L'effondrement du parti catholique a produit même un plus grande surprise que la victoire de De Gaulle. Un effondrement électoral pareil n'est arrivé qu'au parti conservateur britannique et au parti des petits propriétaires hongrois après la guerre. (...) Le mouvement de De Gaulle d'extrême droite a failli d'absorber le parti catholique français. La cause en est le prestige qui entoure le général de Gaulle comme le chef de la Résistance française. (...) Mais le mouvement de Gaulle d'extrême droite ne peut pas remplacer les convictions, étant donné que ce mouvement n'a pas une vision unie du monde. Lui-même et ses lieutenants aussi professent que son mouvement ne constitue pas un parti, mais qu'il lutte contre la puissance surabondante des partis. Le journal du parti socialiste, *Le Populaire* a indiqué à juste titre avant les élections que le mouvement de De Gaulle ne signifie pas un programme ou une nouvelle doctrine politique. Le mouvement n'est pas dirigé par de nouvelles pensées positives, mais seulement par le mythe du nom d'un homme qui veut qu'on croie en lui. Cette foi métaphysique inconcevable est le moteur du mouvement de De Gaulle, contrairement au programme social et politique du parti catholique progressiste qui a été construit sur des faits positifs. L'autre cause de l'effondrement du MRP est que dans les yeux des foules de droite il n'était pas anticommuniste d'une façon assez accentuée. (...) En même temps, le mouvement de De Gaulle a agité unilatéralement pour la politique de Washington. Son chef intellectuel le plus excellent, Malraux, l'écrivain communiste devenu le fidèle de De Gaulle, dans son discours électoral a pris position ouvertement pour la polarisation de la politique intérieure et extérieure. (...) Sur la bourgeoisie française règne la peur qui trompe sa lucidité d'esprit et trouble son instinct

---

<sup>59</sup> Szabad Nép, le 9 octobre 1947.

<sup>60</sup> Magyar Nemzet, le 21 octobre 1947.

politique. Elle a laissé le parti central des catholiques progressistes et a voté pour de Gaulle avant tout parce qu'elle a peur de la force du parti communiste et elle veut conserver ses anciennes positions économiques et politiques. (...) Il est question si la polarisation arrivée dans la politique intérieure française ferme définitivement la possibilité du dénouement et si de cette manière la tragédie du MRP devient la tragédie de toute la France, ou non? »<sup>61</sup> Le journal est évidemment à côté des partis de la « troisième force », parmi lesquels il soutient avant tout le MRP.

Le personnage de De Gaulle était très mal vu de la presse hongroise. Son discours tenu à Sainte-Étienne a été interprété comme s'il avait été l'expression d'un nouveau fascisme français. Il n'y avait pas un seul journal peut-être qui est allé aussi loin que la « Démocratie », le journal de l'aile gauche du parti des petits propriétaires qui a écrit le 26 octobre 1947 : « Le peuple français sent que l'exemple de Hitler se répète et on a peur. De Gaulle applique exactement les moyens de Hitler bien que son programme en diffère fortement. Il veut la protection sociale d'après le modèle allemand. Comme alors Hitler, il neutralise les partis bourgeois et catholiques et cela s'étend sur les socialistes aussi. Au cours des élections municipales les fidèles de De Gaulle étaient convaincus qu'ils s'acquerraient la majorité absolue car l'argent voyage vers leurs portefeuilles et la force de la propagande est avec eux. Quant aux difficultés économiques, ce sont les affaires de Ramadier, de Gaulle ne se rend pas responsable de la situation actuelle : son parti est le plus grand parti en France et il n'est pas représenté dans le parlement. Hitler n'était pas un citoyen allemand, mais son parti était le plus fort et le plus redoutable parti en Allemagne. »

La Népszava de gauche consacre l'éditorial au thème dont le titre est « L'exemple de Paris ». Elle regrette les résultats et elle manifeste sa surprise : « Le résultat des élections municipales de la France a produit de stupéfaction dans le monde entier parmi les amis des idées de gauche, de l'humanité, du progrès et a produit d'espérance et d'enthousiasme dans le camp des fidèles de la droite, de l'oppression, de la servitude. Nous devons constater que la gauche n'a pas perdu d'espace, contrairement, elle a multiplié encore le nombre de ses votes, alors que la droite ne s'est guère accrue, il n'est arrivé que les forces de droite se sont concentrées et le MRP qui a signifié jusqu'alors aussi la droite dans la coalition, a essuyé une défaite catastrophique au bénéfice des gaullistes. On ne peut pas nier que le fait qu'à Paris le parti du général de Gaulle s'est acquiert la majorité absolue, est un événement à méditer et extrêmement menaçant. Un événement qu'on ne peut réglé ni par les phrases, ni encore moins par la recherche au bouc émissaire et le moins de telle manière que le Szabadság et le Magyar Nap, collant simplement la responsabilité à Ramadier. »<sup>62</sup> Le jugement de la Népszava est pareil à l'analyse de la Magyar Nemzet et elle attire aussi l'attention à la chute du MRP : « Par son avancement, le parti du Rassemblement du Peuple Français de De Gaulle a écrasé et pour ainsi dire détruit le parti catholique central du MRP jouant le rôle décisif au parlement et au gouvernement. (...) On peut déjà voir que quelque 100–120 députés, du MRP avant tout, mais d'autres petits

---

<sup>61</sup> *ibid.*, le 28 octobre 1947.

<sup>62</sup> Népszava, le 21 octobre 1947.

partis aussi, veulent annoncer qu'ils se disent les fidèles de De Gaulle et ainsi la situation parlementaire actuelle se modifie décidément. (...) Malraux, le porte-parole de De Gaulle, qui était avant la guerre d'extrême gauche a déclaré – c'est une déclaration provocante et caractéristique – que le général de Gaulle n'est pas prêt à prendre le pouvoir seulement à condition que le referendum lui procure et en même temps il a déclaré, comme pour apaiser, que le général ne se prépare pas au coup d'État. »<sup>63</sup> La Népszava complète ses reportages des élections par l'emprunt et la publication de l'article écrit par Robert Verdier, l'adjoint-rédacteur du Populaire socialiste. Verdier annonce que « le succès de De Gaulle doit à ce que la réaction se groupe unanimement autour de sa personne. Les forces jusqu'alors dispersées s'unissent maintenant contre le gouvernement actuel. Mais le succès de De Gaulle n'autorise personne à parler du changement de la constitution. De Gaulle, bien qu'il ait reçu le plus des votes, en définitive il représente la minorité, et cette minorité, tell forte qu'elle soit, ne pourra pas obtenir par la force le renversement de nos institution et la suppression de la liberté républicaine. »<sup>64</sup> A cette époque-là la Népszava publie encore les écritures du Populaire qui passe pour son « journal-frère », leurs esprits sont presque les mêmes, tous les deux sont socialiste-social-démocrates. Cela va changer plus tard, le journal hongrois ne prend guère des écritures d'ouest, mais également au Szabad Nép, il sélectionne des articles de la Pravda, il suit la ligne de conduite de ce dernier.

A la différence de la Népszava, le Szabad Nép voit la cause de l'avancement de De Gaulle dans la politique fausse du gouvernement français, d'ailleurs il s'efforce de diminuer par tous les moyens le fait du gain de place : « La cause du succès de De Gaulle est que le gouvernement de Ramadier – sans la participation de De Gaulle – a suivi la politique du général. Cela a causé l'effondrement du MRP et le regroupement des forces réactionnaires autour de De Gaulle. »<sup>65</sup> Le journal donne à cette époque-là l'analyse la plus détaillée du mouvement du général, c'est pourquoi il vaut de citer plus longuement l'éditorial écrit à propos des élections : « (...) On peut voir, des résultats publiés, les caractéristiques fondamentales des certains regroupements de force politique en France. On peut déjà trouver maintenant deux caractéristiques décisives. L'une est l'avancement important de De Gaulle qui représente l'extrême droite française, même nous pouvons dire le fascisme français. L'autre est l'intransigeance, de plus l'augmentation de la force, de l'influence sur les masses du PCF. (...) Quant à l'avancement de De Gaulle, il s'agit d'un danger sérieux menaçant la démocratie française, la République, la classe ouvrière, il n'est pas permis de le sous-estimer. De Gaulle aspire au rôle du dictateur français : il imite Hitler dans la pose bonapartiste. En fait, l'agent français de l'impérialisme américain est l'ennemi acharné de tout ce qui est progressiste et démocratique. Le danger est grand, mais il ne peut pas oublier que l'avancement de De Gaulle ne signifie de regroupement que dans la droite française. Les masses du MRP catholique et des radicaux ont laissé leurs propres partis et sont passés au parti de De Gaulle. C'est la loi connue de la

<sup>63</sup> *ibid.*, le 21 octobre 1947.

<sup>64</sup> *ibid.*, le 23 octobre 1947.

<sup>65</sup> Szabad Nép, le 21 octobre 1947.

polarisation qui est entré en jeu dans cet événement. (...) Dans la recherche aux faveurs des impérialistes américains, dans la chasse aux communistes français, les partis centraux participant au gouvernement ne savaient pas se mesurer avec de Gaulle hors du gouvernement. On ne peut pas rivaliser avec le fascisme dans l'anticommunisme. La politique anticommuniste, antidémocratique du MRP et des radicaux servant aux impérialistes américains prépare le terrain pour le fascisme de De Gaulle, comme à l'époque de l'Allemagne de Weimar la politique réactionnaire des partis centraux allemands a frayé le chemin à Hitler. De ce point de vue, la ressemblance entre le développement allemand avant 1933 et le développement actuel français est spectrale. (...) La responsabilité pour l'avancement du parti fasciste de De Gaulle incombe à Léon Blum et à Ramadier. »<sup>66</sup> Le Szabad Nép attaque la Népszava, parce que celui-ci défend la politique des socialistes français, puis il continue ainsi : « Le Rassemblement du Peuple Français, le parti de De Gaulle veut mener une attaque générale contre les institutions de la démocratie française et de la République. Les résultats connus des élections municipales attestent que ce parti a reçu à l'échelle nationale quelque 37% des votes. Nous savons que cela signifie le regroupement du PRL d'extrême droite<sup>67</sup>, des radicaux désorganisés, du MRP écrasé et de l'Union Gaulliste ancienne derrière le Rassemblement du Peuple Français. (...) Le mouvement de De Gaulle a perdu constamment de sa popularité et seulement l'agitation anticommuniste du front unique s'étendant des radicaux à travers le MRP jusqu'aux socialistes l'a galvanisé de nouveau à la vie. (...) De Gaulle n'a pas atteint son but, parce qu'il n'a pas su affaiblir les communistes. » Après les élections le vocabulaire du Szabad Nép s'est enrichi d'un nouveau attribut vis-à-vis du général, il commence à parler de lui comme « l'aspirant au dictateur ». Il cite les mots du secrétaire général du CGT<sup>68</sup> Léon Jouhaux, d'après lequel le président du RPF est « simplement un apprenti de dictateur, qui n'a aucune influence sur la classe ouvrière. »<sup>69</sup> Le même jour, il emprunte l'opinion du philosophe Sartre la diffusant par la radio « où Jean-Paul Sartre qu'on appelle aussi le pape de l'existencialisme a donné une critique incisive et plein d'esprit de la personne et de la politique de De Gaulle. Les attaques de Sartre se sont portées avant tout contre les caractéristiques négatives du Rassemblement du Peuple Français. Il a montré que sur le terrain de la politique intérieure de Gaulle n'avait aucun programme concret, pendant que dans la politique extérieure on s'efforce d'exercer une influence sur les masses par l'évocation seule de l'immanquabilité de la guerre. Cette exploitation du prestige personnel qui s'accompagne du manque de tout plan de travail concret, nous nous fait rappeler vivement de l'arsenal idéologique et des méthodes politiques des fascismes finis piteusement. Sartre, dans sa conférence de radio, a

---

<sup>66</sup> *ibid.*, le 22 octobre 1947.

<sup>67</sup> Parti Républicain de la Liberté – Parti politique de droite après la deuxième guerre mondiale, dont le chef était Michel Clémenceau, le fils de l'auteur des traités de paix fermant la première guerre mondiale, Georges Clemenceau.

<sup>68</sup> Confédération Générale du Travail – Le plus grand syndicat français influé par les communistes.

<sup>69</sup> Szabad Nép, le 23 octobre 1947.

protesté avec véhémence contre le fait que n'importe qui puisse être nommé « l'Envoyé du Destin ». (...) » Le Szabad Nép communiste résume enfin ainsi son opinion : « Le fait que les néofascistes à peine camouflés du Rassemblement Populaire gaulliste pouvaient s'emparer à l'échelle nationale de la direction de la coalition anticommuniste a donné le courage à de Gaulle que dans sa déclaration annoncée plusieurs fois, qui est publiée par la presse du midi d'aujourd'hui sous de grands titres, qu'il ôte définitivement le masque démocratique. La déclaration exige la dissolution la plus urgente du parlement, des élections nouvelles aux Assemblée nationale et la révision immédiate de la constitution. La déclaration mentionne partout le PCF comme le parti « séparatiste et antinational ». Il semble que l'aspirant à la dictature a déjà oublié que pendant qu'il a distribué ses ordres de Londres par la radio anglaise en France, occupée par les conquérants de Hitler, les Allemands ont fusillé et massacré 75 milles membres du parti « antinational ». Si quelqu'un avait encore des doutes sur le véritable caractère du Rassemblement Populaire de De Gaulle, cette déclaration est très apte à lever ces doutes. »<sup>70</sup>

Donc le véritable caractère du RPF dans la présentation du Szabad Nép est fasciste. Quand de Gaulle ou le RPF lui-même est en cause, la qualification ne peut être que fasciste, réactionnaire, le cas échéant néofasciste. Dans le parti ne se cachent que des conspirateurs<sup>71</sup>, et le président du parti a peur du peuple, c'est pourquoi il se demande la défense policière contre les masses.<sup>72</sup> Le Rassemblement du Peuple Français est une « organisation fasciste » qui « est à la solde des Américains », « promet de chair à canon aux Américains »<sup>73</sup>, son but est l'éclatement de la troisième guerre mondiale et les partis français le suivent dans cela sauf les communistes qui sont « les batailleurs les plus fidèles de la paix ». Hors du PCF tous les partis sont « parti américain », cela veut dire une organisation qui soutient la politique des États-Unis. Mais parmi les partis c'est le RPF qui est « le moyen le plus dévoué à la politique de guerre américaine. »<sup>74</sup>

Des opinions différentes pouvaient venir au jour au temps des élections municipales de 1947. Les journaux du parti des petits propriétaires ont marché en tête de nouveau. C'est le Hírlap seul qui caractérise les résultats des élections de « glissement de terrain politique en faveur de De Gaulle ». Une analyse semblable ne pouvait jamais paraître dans le Szabad Nép, ennemi du Rassemblement. Le Hírlap, contrairement aux journaux de gauche, ne s'efforce pas de minimiser la victoire de De Gaulle : « Un homme politique social-démocrate a énoncé à Paris dans la nuit des élections : - A 7<sup>h</sup> du soir de Gaulle s'est avancé comme un torrent. A neuf heures la victoire du général est devenue la cascade et maintenant il est près de minuit et moi, je tiens le succès de De Gaulle pour tremblement de terre. (...) De Gaulle a reçu la majorité absolue ou relative à tant d'endroits que la constatation que depuis hier de Gaulle est devenu de nouveau l'homme politique numéro 1 de la France ne peut pas être considérée pas du tout comme prématurée. Par cela la

<sup>70</sup> *ibid.*, le 28 octobre 1947.

<sup>71</sup> *ibid.*, le 31 octobre 1947.

<sup>72</sup> *ibid.*, le 17 avril 1948.

<sup>73</sup> *ibid.*, le 19 juin 1951.

<sup>74</sup> *ibid.*, le 20 juin 1951.

situation a été restaurée qui avait existé quand en 1944 de Gaulle (en tous cas non pas à la tête, mais seulement à la trace des armées alliées) avait pris pied de nouveau sur la terre de la métropole et comme « le chef de tous les Français » a rétabli la liberté de la politique intérieure française. La situation actuelle ne diffère de l'époque de la fin de guerre qu'alors les communistes étaient dans les rangs des partis alliés dans la Résistance aussi à côté de De Gaulle, aujourd'hui de Gaulle ne peut compter que sur la droite et sur le centre, alors qu'à gauche seulement sur une partie des socialistes et les communistes sont bien loin d'être à côté de lui, mais ils le considèrent comme ennemi public No 1., dans la mesure où ils le considère comme l'allié de l'Amérique tout comme Léon Blum. »<sup>75</sup> Le *Hírlap* publie donc les faits, mais en même temps il ajoute des remarques aux événements qui sont presque sans exemple dans la presse hongroise. L'analyse continue par ce que de Gaulle s'est poussé à droite qui est prouvé par le fait que la base de vote de la droite n'a pas augmenté, seulement elle s'est transférée du MRP à RPF : « surtout les partisans du parti de peuple de direction catholique MRP se sont passées à l'organisation de De Gaulle lequel a été nommée comme on le sait le Rassemblement du Peuple Français par le général pour qu'il mise en relief par cela aussi le caractère indépendant de son mouvement, cela veut dire ses efforts qu'il ne rivalise pas avec les partis de droite et de centre, mais qu'il prenne la tête d'eux. Le résultat de l'action de De Gaulle est que le plus grand parti du centre, le parti de peuple s'est désorganisé formellement en province. » Une image tout à fait différent apparaît ici comme dans les journaux de gauche, l'analyse est absolument objective et neutre. Le *Hírlap* sélectionne des articles de *L'Humanité*, qui rend responsables les socialistes de la situation, mais du Populaire aussi qui attaque en même temps les communistes et le RPF. Il cite la *France Libre* gaulliste qui voit les causes du succès de De Gaulle dans « le mécontentement des masses, dans la politique catastrophique du gouvernement Ramadier, dans la création du Kominform et dans la grève de Paris. »<sup>76</sup> La curiosité du *Hírlap* est qu'il prend une position neutre, il tire ses analyses de plusieurs endroits, il offre à ses lecteurs plusieurs possibilités de choisir, son information est vraiment objective. Il n'utilise aucun adjectif à propos du RPF, tout au plus qu'il est de droite, qui répond exactement à la réalité. Dans l'un de ses articles, le journal du parti des petits propriétaires utilise un terme qui est probablement sans exemple non seulement en Hongrie : « En s'appuyant sur les résultats des élections municipales, de Gaulle a mis le siège devant la Quatrième République pour qu'après le changement de la constitution il institue *la Cinquième République française* (souligné par l'auteur). En effet selon l'avis de De Gaulle, la constitution actuelle ne donne pas le pouvoir suffisant au gouvernement, ainsi la route n'est ouverte qu'en deux directions pour la politique intérieure française. L'une est la dictature qui se forment plus tard, l'autre peut conduire vers l'anarchie. On ne peut les prévenir que, selon de Gaulle par la modification de constitution par laquelle le gouvernement aura assez de pouvoir à agir et le parlement à

---

<sup>75</sup> *Hírlap*, le 21 octobre 1947.

<sup>76</sup> *ibid.*, le 22 octobre 1947. Juste avant les élections il y avait une grève de circulation immense à Paris qui a paralysé totalement la vie de la capitale française.

contrôler sans que celui-ci puisse gouverner. »<sup>77</sup> Par la représentation des aspirations gaullistes et par l'utilisation du terme « Cinquième République » le journal attire l'attention au fait que dans le programme du RPF il ne s'agit pas du renversement de la démocratie, mais du renouveau de la République.

L'analyse du *Kis Újság* est aussi intéressante, il lui semble que de Gaulle « a collectionné autour de lui toutes les forces de droite ». <sup>78</sup> D'après le journal on peut prêter la fermeture de la grève de circulation directement à la victoire électorale du RPF : « l'avancement électoral de De Gaulle avait déjà une grande influence sur la classe ouvrière, parce que 24 heures après les élections municipales la grève de circulation a pris fin à Paris qui durerait probablement encore beaucoup de temps sans la victoire électorale de De Gaulle. »<sup>79</sup> Le *Kis Újság*, jusqu'alors neutre, utilise à ce temps-là les premiers adjectifs péjoratifs à l'égard de De Gaulle : « Malheureusement de Gaulle nous rappelle ceux à qui la nation française pense avec répugnance : Bonaparte, Boulanger et Pétain. »<sup>80</sup> Mais le journal sert les nouvelles toujours pour la plupart sans commentaire, il ne prend pas position.

Au printemps 1948 les reportages de De Gaulle et du RPF sont devenus de plus en plus unanimes qui est arrivé en même temps avec l'uniformisation de toute la presse hongroise. La *Magyar Nemzet* critique vivement la position prise par de Gaulle à propos des relations franco-allemandes. Elle fait connaître le discours de Compiègne<sup>81</sup> du général dans lequel il a dit que les États libres d'Europe forment de groupement économique, diplomatique et militaire, et il voulait y joindre les Allemands et les Autrichiens aussi. Dans la presse hongroise devenue de plus en plus uniforme, la *Magyar Nemzet* représente déjà la position de gauche : « A Compiègne de Gaulle a parlé déjà totalement sans masque. Il a exigé ouvertement la ressuscitation du militarisme allemand, auquel la France doit les plus de souffrances de son histoire, son humiliation, sa réduction temporaire à l'état d'esclavage et sa terreur jamais cessante. Cette conception n'est que d'un pas de l'exigence du nouvel Anschluss et de l'abandon de l'Europe au pan-germanisme. Certes, la coquetterie avec le militarisme allemand a provoqué, même dans le camp de De Gaulle d'étonnement et de déception. L'Europe a souffert pendant trop longtemps sous la puissance allemande que n'importe qui souhaite le retour de l'idée prusse, veut-on le reintroduire sous n'importe quelle forme. »<sup>82</sup> Après cela la *Magyar Nemzet* suit aussi la direction uniforme et elle caractérise simplement le RPF de « parti fasciste ».

Le *Esti Szabad Szó* du parti paysan prenant jusqu'ici un ton indépendant a fait une analyse unanimement avec les autres aussi : « dans son discours le général de Gaulle a pris un ton extrêmement agressif. (...) Cette déclaration actuelle de De Gaulle est la conséquence logique de la politique fasciste et impérialiste que le général représente

<sup>77</sup> *Hírlap*, le 27 octobre 1947.

<sup>78</sup> *Kis Újság*, le 24 octobre 1947.

<sup>79</sup> *ibid.*, le 24 octobre 1947.

<sup>80</sup> *ibid.*, le 25 octobre 1947.

<sup>81</sup> De Gaulle, pp. 177-184.

<sup>82</sup> *Magyar Nemzet*, le 9 mars 1948.

depuis trois ans. Jadis on l'a fêté comme le héros de la Résistance française contre le despotisme allemand. Et maintenant il exige qu'on introduise les Allemands au système de l'alliance d'ouest. L'exemple de De Gaulle montre le plus clairement combien bas peut tomber l'homme politique qui ne représente pas la liberté et les intérêts élémentaires de son peuple, mais il rentre dans le rang des provocateurs de guerre. De Gaulle excite contre l'Union Soviétique qui a fait le plus parmi les autres puissances pour la libération de la France. »<sup>83</sup> Le journal du Parti paysan utilise les mêmes adjectifs comme les autres journaux : « fasciste », « réactionnaire », et le RPF est « le groupe d'agent de l'impérialisme américaine »<sup>84</sup>, dont « le programme est pareil à ceux de Mussolini et de Pétain »<sup>85</sup> D'après le Esti Szabad Szó, les hommes politique du RPF « font des déclamations contre la constitution démocratique, les libertés syndicales, le parti communiste et la paix internationale aux manifestations différentes. »<sup>86</sup>

L'analysé de la Népszava est pareille : « On peut considéré de Gaulle dans la vie politique actuelle comme le personnificateur de l'esprit de droite et de la dictature fasciste. (...) De Gaulle trouve insuffisant le plan-Marshall, non pas dans le domaine économique, mais parce que selon lui l'appui de l'Amérique doit s'étendre totalement sur le territoire de la défense. Conformément à cette direction de la politique étrangère, en parlant des questions de la politique intérieure, il a mis l'accent, bien sûr, sur la prétention à la dictature ouverte. Il désapprouve le système des partis, la constitution actuelle, « les intrigues communistes » et il déclare que tout est prêt à assurer la direction du pays dès que le moment lui convenable arrive. Le voix du grand capital américain parle de De Gaulle et les souvenirs de Hitler se raniment lors de l'annonce du coup d'État. Le discours lui-même ne mériterait pas autant d'attention s'il s'agissait seulement du dévoiement d'un homme politique français. La situation s'aggrave parce que de Gaulle n'exprime pas ses désirs individuels, mais il décrit la situation actuelle, la situation qui a été créée par les puissances impérialistes d'ouest. L'alliance militaire dont parle de Gaulle existe et ce n'est que de question des heures que l'Allemagne en reçoive aussi de place. Et si les travailleurs français ne prennent pas conscience et ne savent pas donner de réponse digne à la déclaration de coup d'État de De Gaulle, l'Amérique atteindra son but en France. »<sup>87</sup> Le journal du Parti Social-démocrate estime la situation qu' »elle ressemble spectralement à la situation allemande de 1933 quand les socialistes de droite ne voulaient plus maintenir même l'illusion qu'ils luttent contre le fascisme. »<sup>88</sup>

Avant les élections parlementaires de 1951, le ton est devenu particulièrement vif. Jouant le rôle décisif, le Szabad Nép a attaqué impitoyablement tous les partis qui étaient prêts à faire une alliance avec le Rassemblement, il les a nommés simplement « les logeurs du fascisme ». Ils ont attaqué particulièrement les socialistes qui « ont créé des

83 Esti Szabad Szó, le 9 mars 1948.

84 *ibid.*, le 18 avril 1948.

85 *ibid.*, le 21 avril 1948.

86 *ibid.*, le 20 avril 1948.

87 Népszava, le 9 mars 1948.

88 *ibid.*, le 13 mars 1948.

apparemment avec les représentants de la réaction la plus sombre. »<sup>89</sup> D'après le journal, la situation des gaullistes n'est pas facile parce que « ils ont injuré autant « le système des partis » que maintenant ils peuvent expliquer difficilement à leurs électeurs leur coalition avec des partis différents. (...) Les partis de la majorité gouvernementale réactionnaire veulent voler les mandats au Parti Communiste pour préparer le terrain à la puissance du fascisme ouvert, à l'accès de De Gaulle au pouvoir. Et ils ont besoin du fascisme pour pouvoir mieux attacher que jusqu'alors le pays à côté des aspirations de guerre américaines. »<sup>90</sup> Les gaullistes sont « nazis », c'est seulement le PCF qui peut se mesurer avec eux et dans ce combat « le fascisme ne gagnera pas le dessus ». <sup>91</sup> Plusieurs fois, on parle déjà le langage de carrefour : « de Gaulle est un malfaiteur politique grotesque rappelant à Hitler. »<sup>92</sup> Ils accusent le RPF de préparer la libération de Pétain. Par conséquent de la description du Szabad Nép, l'image réelle d'un corps franc nazi se dégage dans le lecteur : « A Marseille et à Nice des brigades de choc gaullistes armées d'équipement complet de gangster de Chicago, de mitraillette, de bombe lacrymogène ont attaqué des afficheurs et des distributeurs de tract communistes. »<sup>93</sup> Le journal présente le service de sécurité du RPF comme « des policiers de choc gaullistes de mitraillette », « la bande de De Gaulle ».

En conformité avec cela la Népszava mêle les partis qu'il nomme unanimement « parti américain » et il intitule le gouvernement « réactionnaire ». <sup>94</sup> Le journal étant en possession des syndicats ne cite que L'Humanité communiste, d'autres journaux il ne prend pas d'article.

Combien la presse hongroise est devenue uniforme en 1951 montre bien le Kis Újság qui avait, quatre ans plus tôt, encore le ton indépendant et qui pouvait paraître à cette époque-là encore, bien que rien ne soit restée de son indépendance ancienne. Ses analyses, son utilisation de mot, son ton s'accorde totalement avec ceux du Szabad Nép ou de la Népszava. Le journal nomme les partisans de De Gaulle « des terroristes fascistes » qui « sévissent » dans la rue. Lors de la campagne, le Kis Újság a écrit que « de Gaulle copie la pratique des bandes de Hitler contre les masses de gauche en Allemagne de Weimar. »<sup>95</sup> Après les élections les attributs surpassent, si c'est encore possible, la rhétorique du Szabad Nép : « le Wall Street et le grand capital français a donné tous les appuis ouverts et secrets imaginables au candidat fasciste français qui a été soutenu partout par la coalition de gouvernement aussi – en sous-main »; « de Gaulle est le mercenaire français des agitateurs de guerre américains »; « de Gaulle entre dans l'Assemblée nationale française avec presque autant de députés que Hitler au Reichstag en 1930 »; « la classe

<sup>89</sup> Szabad Nép, le 3 juin 1951.

<sup>90</sup> *ibid.*, le 5 juin 1951.

<sup>91</sup> *ibid.*, le 8 juin 1951.

<sup>92</sup> *ibid.*, le 10 juin 1951.

<sup>93</sup> *ibid.*, le 17 juin 1951.

<sup>94</sup> *ibid.*, le 21 juin 1951.

<sup>95</sup> Kis Újság, le 17 juin 1951.

ouvrière française ne subira point que l'esprit d'aventurier de De Gaulle se fasse valoir dans la disposition du sort du peuple français. »<sup>96</sup> Le Kis Újság attaque le président du RPF non seulement par des mots, mais par des images aussi. Deux caricatures étaient publiées aussi à ce temps-là et toutes les deux essaient de démontrer que de Gaulle est « l'homme » des Américains. Sur l'un des dessins satiriques le nez du général se transforme en drapeau national américain et sur son képi on peut voir un croix gammée. La souscription de l'image : « De Gaulle est le porteur de drapeau des impérialistes du dollar. »<sup>97</sup> L'autre caricature figure un cambrioleur de visage méchant dont dans le châte le signe « \$ » est cousu comme il essaie d'accéder avec une vrille formant de Gaulle à la porte sur laquelle le nom de la France est écrit. Sous le dessin, on peut lire le texte suivant : « Les Américains préparent la formation du gouvernement gaulliste ». <sup>98</sup>

A propos de la crise de gouvernement de 1952, on peut lire dans la Magyar Nemzet que : « l'Aurore pense qu'il faut créer un gouvernement uni auquel on admettrait le parti fasciste ouvert nommé le Rassemblement du Peuple Français de De Gaulle. Ce journal d'extrême droite veut donc mettre en opposition le gouvernement de la dictature fasciste à la volonté de peuple. »<sup>99</sup> A cette époque-là, il n'y avait plus la possibilité de publier des opinions indépendantes, car on a censuré tous les imprimés ou on les a posés directement sous le contrôle du Parti des Travailleurs Hongrois. On ne peut pas même découvrir des différences dans l'accent. On ne sélectionne plus des articles des journaux d'ouest, on ne prend que des analyses de la Pravda : « Ce n'est pas un secret pour personne que dans ces conditions la réaction française soutenue par les interventionnistes américains sévissant dans le pays se prépare à « serrez les rangs à droite! » vers l'aventurier de Gaulle et sa clique fasciste. »<sup>100</sup> Le ton est dur et impitoyable et l'utilisation des mots suit la rhétorique des journaux soviétiques. Le Szabad Nép fait connaître les événements lors desquels par le vote des 27 députés parlementaire du RPF l'installation de Pinay au poste du Premier Ministre est devenue possible. Le journal prend l'opinion du PCF : « voter à Pinay veut dire voter à la politique réactionnaire de Pétain, à la misère, au chômage et à la politique de la guerre. »<sup>101</sup> Dans la Népszava, on nomme Pinay « le logeur »<sup>102</sup> de De Gaulle.

A propos des élections municipales d'avril et de mai de 1953, les journaux mettent l'accent unanimement sur l'avancement des communistes et l'effondrement du RPF. Le Szabad Nép nomme le parti gaulliste « le grand battu » des élections et il cite la déclaration du secrétaire général<sup>103</sup> du RPF d'après laquelle « nous devons prendre acte du

<sup>96</sup> *ibid.*, le 21 juin 1951.

<sup>97</sup> *ibid.*, le 16 juin 1951.

<sup>98</sup> *ibid.*, le 14 juin 1951.

<sup>99</sup> Magyar Nemzet, le 2 mars 1952.

<sup>100</sup> *ibid.*, le 2 mars 1952.

<sup>101</sup> Szabad Nép, le 8 mars 1952.

<sup>102</sup> Népszava, le 11 mars 1952.

<sup>103</sup> Louis Terrenoire est devenu le secrétaire général du RPF après les élections de 1951 et Jacques Soustelle a été nommé par de Gaulle au directeur de la fraction du RPF.

fait dur et regrettable que les communistes sont parvenu à la première place dans la capitale de la France. »<sup>104</sup> Selon le journal, le RPF a perdu son appui : « (...) Aux élections générales de 1951, le RPF gaulliste est parvenu à la première place à Paris, avec les 26,4% des votes. Mais à partir dès lors, même les cercles les plus réactionnaires ont tourné le dos au parti de De Gaulle qui a perdu l'équilibre morale et qui a pu se procurer cette fois-ci des 10,84% des votes seulement. »<sup>105</sup>

De Gaulle a annoncé à ce temps-là que les députés de RPF font la politique dans l'Assemblée d'une manière autonome, indépendamment du Rassemblement. Il a commencé graduellement à dissoudre son parti. A cette nouvelle, la presse hongroise a réagi d'une manière unanime totale, les journaux principaux ont publié le même article mot à mot. On ne peut découvrir que peu de différences, d'après la Magyar Nemzet : « la défaite du RPF aux élections municipales a excité le chef fasciste à dissoudre son parti »<sup>106</sup>, tandis que le Szabad Nép pense, avec la Népszava, que « le RPF par suite des coups reçus du Parti Communiste s'est effondré et il n'a exercé aucune attraction sur les masses populaires françaises. »<sup>107</sup>

Le rapport de la presse politique à de Gaulle montre exactement le niveau de la liberté de presse dans ces années. Le tournant était le printemps de 1948. Auparavant les journaux ont formé leurs opinions selon leurs propres tendances de parti vis-à-vis du RPF. Les journaux ont pris les analyses, les nouvelles de leurs « journaux frères » de la France, ils ont remis l'opinion du parti politique donné au lecteur hongrois. Le Szabad Nép a épousé l'opinion du PCF (L'Humanité), la Népszava celle des socialistes (Le Populaire), la Magyar Nemzet celle des partis de la « Troisième Force » (Le Monde, etc.), il a épousé surtout celle du MRP. Le rapport de ces journaux au mouvement de De Gaulle était, à cette époque-là aussi pour la plupart, déjà négatif. En 1947, le Kis Újság et le Hírlap se passaient pour une exception particulière de ce point de vue : ils étaient surtout neutres, objectifs, mais à ce temps-là encore ils n'étaient pas absolument hostiles au Rassemblement. On peut dire que le lecteur hongrois pouvait choisir encore plus ou moins entre les opinions *différentes*.

Après 1948, il n'en avait plus la possibilité. Les journaux hongrois sont devenus totalement unanimes, leurs analyses de la politique mondiale – ni le RPF ni le général de Gaulle n'y sont pas d'exceptés – sont extrémistes jusqu'au bout. Toutes les forces qui ne luttent pas pour le succès du mouvement communiste, qui ne suivent pas la politique de l'Union Soviétique sont fascistes, réactionnaires et les complices de l'impérialisme américain. On ne commence à écrire de Charles de Gaulle d'autrement et d'autres choses qu'aux années 60 en Hongrie.

<sup>104</sup> Szabad Nép, le 28 avril 1953.

<sup>105</sup> *ibid.*, le 29 avril 1953.

<sup>106</sup> Magyar Nemzet, le 9 mai 1953.

<sup>107</sup> Szabad Nép, le 9 mai 1953., Népszava, le 9 mai 1953.

B 17 49 06

